

04-09-2008 19:51:14  
Pays : FRA

FRFR

FRS0914 40398 /AFP-QL91

PARIS, 4 sept 2008 (AFP) - Les syndicats d'organismes de statistique > publique (Dares, Drees, Insee...) ont dénoncé jeudi "une déstabilisation" de ce secteur après l'annonce de Nicolas Sarkozy d'une délocalisation d'emplois publics en Moselle, département le plus touché par les restructurations de l'armée.

Des élus de Moselle, reçus mardi à l'Elysée, ont indiqué que M. Sarkozy leur avait promis des mesures destinées à compenser le départ du département de plusieurs unités de l'armée, dont la délocalisation de 1.500 emplois publics, notamment d'administratifs dans les statistiques nationales.

Ces délocalisations doivent notamment permettre la création d'un pôle < statistique > d'un millier d'emplois à Metz, a-t-on précisé à l'Elysée.

Critiquant une "décision prise pendant l'été, sans aucune concertation et en ignorant complètement l'organisation et la dynamique de la < statistique > publique", les syndicats ont estimé dans un communiqué que "c'est un nouveau coup que M. Sarkozy souhaite porter à la < statistique > publique, qui informe en toute impartialité sur les réalités du pays".

Les syndicats des statisticiens de l'Insee et des ministères du Travail, de la Santé, de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Economie et de l'Agriculture ont observé que "M. Sarkozy ne s'est pas gêné pour critiquer régulièrement de façon démagogique des résultats statistiques qui ne venaient pas illustrer son discours politique".

"La délocalisation rapide et massive d'emplois annoncée ne peut que déstabiliser le système < statistique > public, et affaiblir la qualité de l'information < statistique > publique produite. Cela favorisera encore une pratique politique de décisions qui repose sur le fait du prince et non sur des informations objectives", selon cette intersyndicale.

A leurs yeux, le rapport commandé par le gouvernement au directeur général de l'Insee et au vice-président du Conseil national de l'information < statistique > (CNIS) a "pour objet de mettre en oeuvre la décision de délocalisations".

Les syndicats de la < statistique > publique "sont déterminés à lutter pour préserver la qualité d'une < statistique publique forte au plan national régional et local", selon le communiqué.

ic/im/bma

AFP 041958 SEP 08